

*Initiatives ministérielles*

D'autres réductions vont toucher les programmes des autochtones, qui comptent parmi les pauvres du pays, plus pauvres à certains égards que les sans-emploi des villes. Ces réductions vont s'élever à 160 millions de dollars.

Les subventions et l'aide internationales vont également subir des compressions de 642 millions de dollars dans ces deux années et un trimestre.

Les subventions aux régions, les subventions aux industries et les subventions aux transports vont quant à elles subir des compressions de 523 millions de dollars. Encore une fois, cela va frapper surtout des gens employés par d'autres, des travailleurs indépendants ou certains des plus petits employeurs.

Le Plan vert: troisième diminution en deux ans, 172 millions de dollars.

L'agriculture: nous venons tout juste d'entendre mon collègue de la Saskatchewan nous dire ce qui arrive aux agriculteurs, et nous savons que 20 000 agriculteurs familiaux ont perdu leur ferme depuis cinq ans et que le revenu des agriculteurs a baissé de 30 p. 100 cette année. Mais le gouvernement va quand même réduire les subventions de soutien de 80 millions de dollars.

La culture: il y a un bon nombre d'artistes et d'écrivains qui ont des difficultés financières, comme ceux de Trinity—Spadina; mais ils vont quand même subir des compressions de 80 millions de dollars.

La défense: les compressions s'élèveront à près d'un milliard de dollars sur trois ans. Mais cela ne touche que le budget de fonctionnement. On n'a pas touché au compte de capital. Nous y reviendrons.

• (2140)

De façon générale, les ministères vont, pour une part, réduire les services au public et, pour une autre part, voler aux fonctionnaires les augmentations de salaire que le gouvernement s'était engagé à leur accorder pour régler le conflit de travail l'opposant à l'un de ses syndicats et mettre fin à la grève. En tout et pour tout, le gouvernement dit qu'il économisera 7,815 milliards de dollars au cours des deux et trois mois qui viennent.

Que va-t-il faire avec cet argent? Il compte y puiser un peu plus de deux milliards de dollars pour investir dans la croissance, comme il dit. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Un programme d'investissement dans l'emploi au sein de la petite entreprise; un programme d'allègement des cotisations d'assurance-chômage afin de favoriser la création d'emplois. Le gouvernement va verser presque un demi-milliard de dollars au chapitre des primes d'assurance-chômage pour que les petits entrepreneurs n'aient pas à les payer quand une nouvelle entreprise démarre ou à l'égard de nouveaux employés. Les employés vont payer leur part, mais pas les patrons.

Crédit d'impôt à l'investissement temporaire de la petite et moyenne entreprise, programme de financement des petites entreprises, modification de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, investissement dans la prospérité, projets d'avenir et ainsi de suite, aide financière aux petites compagnies pétrolières et gazières et réductions tarifaires d'environ 400 millions de dollars, ce qui n'est pas grand-chose. Je n'en veux pas à la petite et moyenne entreprise, pourvu que les travailleurs soient traités de façon juste et équitable. C'est peu, même pour les petits entrepreneurs chez qui le taux de faillite est le plus élevé que nous ayons jamais connu au Canada.

Il y a ensuite les mesures touchant les infrastructures. Un demi-milliard, échelonné sur une période de deux ans, cela devrait permettre de construire quelques autoroutes et quelques ponts, remplir les poches de quelques entrepreneurs et payer quelques salaires.

Pour la même période, on alloue environ 80 millions de dollars aux programmes de formation sectoriels et 600 millions aux projets d'utilisation des fonds d'assurance-chômage à des fins productives, pour un grand total de 2,2 milliards de dollars, ce qui est bien peu par rapport aux 7,8 milliards de dollars que le gouvernement prend dans les poches des travailleurs, surtout en réduisant leur salaire, comme je le disais, ainsi que les prestations d'assurance-chômage, peut-être même à néant, comme celles de l'assistance sociale, du train où le gouvernement réduit sa contribution à ce régime.

Que fait le gouvernement? Réduit-il le déficit? On se trouve dans cette drôle de situation où, pas plus tard qu'en février, le gouvernement prévoyait qu'à la fin de l'exercice, le déficit serait tombé à 27,5 milliards de dollars, alors qu'il serait en fait de 34 milliards. L'an prochain, il sera de 32 milliards au lieu de 22, c'est-à-dire 10 milliards de dollars plus élevé que prévu. Pourquoi le gouvernement n'arrive-t-il pas à joindre les deux bouts, pendant que ce sont principalement les petits salariés qui écopent?

Parce que sa théorie de la percolation ne marche pas. Il a beau prendre l'argent dans les poches des plus pauvres, le verser dans celles des plus riches pour qu'il en revienne des miettes aux démunis, ça ne marche pas. Si on leur enlève de l'argent, les plus démunis achètent moins d'aliments, moins de vêtements et se logent moins bien. Ils dépensent moins. Les magasins font faillite, les usines ferment, le secteur des services perd de l'argent, les sans-emploi ne peuvent pas payer beaucoup de taxes et le gouvernement perd des revenus. C'est ainsi qu'il perd de l'argent à cause de sa stupide politique de la percolation.

L'argent donné aux détenteurs du capital est censé produire des emplois. C'est une fable que nous avons souvent entendue. Mais ce n'est pas ce qui se passe, c'est évident, sinon il n'y aurait pas aujourd'hui au Canada un million et demi de chômeurs officiellement recensés. Une partie de l'argent prend la direction des paradis